

*Loi sur les banques*

économiques. S'il entend le faire, il fait mieux de se grouiller avec les gens de la Banque du Canada et les autres institutions financières stupides auxquelles il fait confiance. Il devrait se demander ce qui est le plus avantageux pour le Canada.

Comme je ne souhaite pas que notre dollar baisse à 60c. par rapport au dollar américain, je me dis qu'à 80c. nous aurons gagné 20 p. 100. Cela voudrait dire que même les députés y réfléchiraient à deux fois avant de voyager à l'étranger, car ça coûterait vraiment trop cher. Les gens combleraient ici même notre déficit touristique de l'ordre de quatre milliards de dollars. Ils resteraient au Canada. Nous n'achèterions plus de téléviseurs fabriqués au Japon. Nous les fabriquerions nous-mêmes. Peut-être les socialistes des Maritimes devraient-ils y songer. Nous avons investi beaucoup pour le socialisme des Maritimes. Nous leur avons donné une entreprise d'État, Clairtone. Le MEER y a investi de l'argent.

**M. Jones:** Et Bricklin.

**M. Peters:** Nous pourrions également parler de Bricklin. C'est la même chose. Du moment que le dollar a un avantage de 20 p. 100, les financiers viendraient investir au Canada où les usines bourdonneraient d'activité. Je suppose que nous pourrions même fabriquer des bottes de caoutchouc. Nous n'en fabriquons plus depuis des années à cause de la concurrence. Mais cela serait possible avec un avantage de 20 p. 100, et Clairtone pourrait fabriquer des téléviseurs, à moins qu'elle n'ait vendu tous ses biens.

J'ai toujours dit que nous devrions fabriquer une voiture canadienne. Ce serait possible avec un écart de 20 p. 100. Les gens investiraient au Canada s'ils pouvaient bénéficier d'une prime semblable. Ce genre de placement à hauts risques produirait un intérêt élevé. Le rendement serait intéressant. Et les capitaux afflueraient au Canada. Les banques devraient même songer à enrayer cet afflux d'argent. Sinon, elles seraient inondées de capital. Ce serait même nuisible, à mon avis, car un bon nombre de filiales s'implanteraient ici et leurs bénéficiaires iraient ailleurs. Ces bénéficiaires seraient élevés à cause des risques élevés.

D'après moi, nous devrions faire mieux que de réviser la loi sur les banques. Nous devrions regarder où nous allons. Je suis sûr que le député de Miramichi dans les Maritimes a assisté à des réunions chez lui où des idiots l'ont questionné sur la dette nationale.

**M. Dionne (Northumberland-Miramichi):** Monsieur l'Orateur, je veux bien écouter l'explication que donne le député de notre situation financière, qu'il ne comprend pas d'ailleurs, mais je voudrais lui signaler qu'on ne rencontre pas d'idiots dans la circonscription de Northumberland-Miramichi.

**M. Peters:** Monsieur l'Orateur, je disais donc qu'il y a des électeurs de la circonscription du député, comme il y en a dans la mienne et partout au Canada, qui doivent poser des questions au sujet de la dette nationale. Chaque fois que nous avons discuté de la loi sur les banques au cours des vingt années que j'ai passées ici, il n'a jamais été question de dette nationale, et pourtant il existe des gens qui croient que la dette nationale c'est quelque chose qu'ils doivent, qu'il faudrait peut-être s'en occuper et que, pour cette raison, il faudrait éviter les déficits budgétaires d'envergure et peut-être même les réduire.

[M. Peters.]

Il serait peut-être utile de discuter de ces questions et on pourrait peut-être même en discuter dans les maritimes socialistes. Je reconnais humblement que je ne suis pas un expert en la matière.

**M. Woolliams:** Je ne l'aurais jamais cru.

**M. Peters:** J'en sais long sur l'or, mais je ne connais pas grand-chose à la façon dont le parti libéral finance l'économie du Canada. Je sais cependant que nous devrions en discuter sérieusement. Il y a environ une semaine, le député de York-Simcoe (M. Stevens) a demandé au ministre des Finances ce qu'il comptait faire à propos de la baisse du dollar. Comme la plupart des Canadiens sans doute, j'ai été consterné d'entendre le ministre répondre avec désinvolture qu'il n'avait pas l'intention de faire quoi que ce soit, que le dollar allait bien et que tout était pour le mieux.

**M. Stevens:** Nous avons tous été consternés.

**M. Peters:** Puis, plus tard, le ministre a déclaré que nous dépenserions une somme illimitée d'argent pour relever le dollar. Je pense qu'il est temps que le ministre dise quelles sont les intentions du gouvernement. Comment le gouvernement compte-t-il financer notre dollar?

Il est bien évident que notre dollar ne flotte pas à l'heure actuelle. Il est soutenu par la monnaie américaine. A mon avis, nous devrions savoir quelle partie de ce fonds de réserve de 5 milliards de dollars le gouvernement veut dépenser. Nous devrions savoir quelle partie des 2 milliards de dollars empruntés aux banques canadiennes et du crédit que nous avons obtenu d'organismes étrangers sera dépensée. Nous devrions le savoir car, j'en suis convaincu, 200 millions de dollars n'aideront pas. Cela va de soi, car il y a quelques années, un gouvernement dirigé par le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a tenté l'expérience et dépensé beaucoup d'argent s'efforçant de maintenir le niveau du dollar canadien sans l'accrocher à une parité fixe.

● (2102)

**M. Woolliams:** Pas autant que le gouvernement actuel.

**M. Peters:** En effet, pas autant que notre gouvernement actuel devra en dépenser parce qu'aujourd'hui le marché international de l'argent est très tatillon. Il n'est solide nul part, dans aucun pays. Les États-Unis cherchent à obtenir de l'Allemagne qu'elle bloque le mark, et du Japon qu'il bloque le yen, mais tous deux y résistent ne voulant pas ainsi se condamner à perdre leurs marchés internationaux du fait de la hausse de leurs prix qui en résultera. A mon avis, nous allons jeter beaucoup d'argent par la fenêtre à tenter de maintenir les fluctuations malades du dollar canadien dans des limites raisonnables en rapport avec les devises américaines.

Les journaux regorgent d'annonces de faillite, monsieur l'Orateur. On les voit chaque jour dans la *Gazette* de Montréal, dans les journaux de Toronto; aussi, le Japon et les autres pays avec lesquels nous faisons des affaires ne sont pas les seuls en mauvaise posture. Si notre dollar flanche, je suis convaincu que nos amis créditistes—qui s'y connaissent bien en finance internationale—diront qu'il est vraiment dans notre intérêt de garder nos dépôts de devises étrangères. Ce ne serait pas un mal de les avoir pour en disposer en cas de besoin si nous voulons continuer à faire du commerce.